

Ipjmag - le magazine réalisé
par les étudiants de l'IPJ

-- Business --

Business

Braquage à l'italienne

Alexandre Borget [28ème
promotion]

lundi 27 novembre 2006

Internet s'impose de plus en plus comme le lieu privilégié des coups bas politiques. Mais en Italie, les coups volent haut et aux yeux de tous. La rixe entre Alessandra Mussolini, eurodéputée et petite fille du « Duce », et Vittorio Sgarbi, ex-ministre de la culture, sur un plateau de télévision, arrive en tête des vidéos les plus téléchargées par les Italiens. Un peu comme si Marine Le Pen et Jack Lang en venaient aux mains....

En Italie, pas besoin de caméras cachées et de propos « off » pour que les hommes et les femmes politiques se compromettent... Ils parviennent à se discréditer tout seuls, comme des grands, et ce, même dans des émissions ne revêtant aucun caractère politique. A l'image de l'altercation entre Alessandra Mussolini et Vittorio Sgarbi sur le plateau de « La Pupa e il Secchione » (un programme improbable, comme seule la télévision de Berlusconi sait en générer, qui voit s'affronter sur des questions plus ou moins ardues des couples composés d'un monsieur instruit et d'une jeune femme inculte et court vêtue... mais toujours souriante !).

La petite fille de Benito Mussolini et l'ex-ministre de la Culture remplissaient la fonction de jurés dans ce programme de haut vol. Une simple différence d'appréciation sur l'un des couples de candidats a viré à la confrontation physique. Sgarbi a ouvert les hostilités en la traitant de « chèvre » et d'« oie créline ». « La » Mussolini, cette blonde supportrice de la Lazio, un club romain de football, a alors allongé le bras droit, non pour faire le « salut romain » cher à ses aïeux et au footballeur Paolo Di Canio, mais pour administrer quelques magistrales gifles au misogyne Sgarbi. Lequel, sans doute énervé par le vol plané de ses lunettes, a répliqué en la molestant aux cris de « ne me touche pas, fasciste ! ». La rixe, ponctuée d'insultes débutant par « va fan... », aurait pu très mal se terminer sans l'intervention de plusieurs techniciens de l'émission.

Les vidéos de cette lutte entre deux habitués des esclandres foisonnent sur You Tube et Daily Motion, le plus souvent accompagnées des précédents exploits des protagonistes. Sgarbi s'était déjà battu en direct avec un journaliste, et avait cassé le nez d'un autre. Tandis qu'Alessandra Mussolini avait asséné un « mieux vaut être fasciste que pédé » lors d'un débat l'opposant à Vladimir Luxuria, un travesti député du Parti de la refondation communiste.

Pourtant, si les dérapages télévisés des hommes politiques italiens sont légion, on ne retrouve sur le réseau que peu de vidéos amateurs censées discréditer tel ou tel candidat, comme celles qui ont émaillées la campagne de Ségolène Royal ou les « mid terms elections » aux Etats-unis. La raison ? De nombreuses émissions de télé satiriques (Le Iene, Striscia la Notizia...) s'occupent déjà, tout au long de l'année, de démasquer les politiciens corrompus ou auteurs de mauvaise conduite.

Pour Cristian Vaccari, qui dispense des cours de journalisme à l'université de Bologne, « ces émissions parlent, certes, de politique sur un ton léger, mais elles sont souvent à l'origine de scoops permettant de montrer aux électeurs le vrai visage des politiciens ». Les investigations menées dans ces programmes à forte audience ayant une réelle répercussion dans l'opinion publique, les élus se voient dans l'obligation de composer avec eux. Certains se prêtent même, avec beaucoup d'auto-dérision, aux pastiches concoctés par les animateurs de « Iene » ou de « Striscia ». « Ces retransmissions ont permis de désacraliser les politiques », se réjouit Cristian Vaccari.

En France, une émission telle que « Le vrai journal » de Karl Zéro remplissait naguère ce rôle de « perturbateur » de la vie politique. En l'absence de relève dans ce domaine, peut-on s'attendre à une campagne présidentielle où tout citoyen lambda pourrait se transformer en « traqueur » des faux-pas de nos élites ? Ce doit être le bon côté de la « démocratie participative », chère à Ségolène Royal.